

Shiels, Frederick L. *Tokyo and Washington : Dilemmas of a Mature Alliance* Lexington (Mass.), Lexington Books, 1980, 219 p.

André G. Kuczewski

Volume 12, numéro 2, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701218ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701218ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kuczewski, A. G. (1981). Compte rendu de [Shiels, Frederick L. *Tokyo and Washington : Dilemmas of a Mature Alliance* Lexington (Mass.), Lexington Books, 1980, 219 p.] *Études internationales*, 12(2), 423–424.
<https://doi.org/10.7202/701218ar>

une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine. Le gouvernement des États-Unis ne récusé pas cette position. Il réaffirme son intérêt dans un règlement pacifique de la question de Taïwan par les Chinois eux-mêmes ».

Le livre de Myers souligne également que l'Union soviétique n'est pas favorable à la réunification de l'Allemagne. Suivant la même logique, elle ne serait pas favorable non plus à la réunification de la Chine. Ainsi, la politique étrangère américaine à l'égard de la Chine et la politique étrangère soviétique à l'égard de la Chine coïncident avec leur position respective à l'égard de l'Allemagne.

Finalement, l'administration Carter a rompu les relations diplomatiques avec la République de Chine et a reconnu la République populaire de Chine, tout en annulant le Traité de défense mutuelle conclu en 1954 entre les États-Unis et la République de Chine. En réalité, le Traité de 1954 continue d'exister, sous une appellation différente, grâce à l'Acte sur les relations avec Taïwan, promulgué en 1979 :

« Section 3, (e) Le Président doit informer directement et immédiatement le Congrès de toute menace à la sécurité ou au système social ou économique du peuple de Taïwan, de même que tout danger menaçant à cet endroit les intérêts des États-Unis. Le Président et le Congrès devront déterminer, conformément aux procédures prévues par la Constitution, l'action appropriée qui sera entreprise par les États-Unis pour contrer tout danger ».

Une grande partie de l'ouvrage de Myers est consacrée à la description des succès qui ont distingué la République de Chine, depuis plusieurs années déjà, tant au niveau des activités économiques que des réalisations humaines. Cette façon de procéder peut s'expliquer par la volonté d'amener les lecteurs à soutenir l'indépendance de Taïwan contre la perspective d'une domination communiste. Dans la mesure où l'existence de la République de Chine à Taïwan est perçue comme essentielle à la sécurité nationale des États-

Unis, le véritable objectif de la publication de ce livre semble être de protéger les intérêts nationaux américains. Myers et ses collaborateurs jouent, dans le monde académique, le rôle tenu par William Rogers sur la scène politique.

Le fait de connaître à l'avance la véritable intention de Myers peut rendre plus intéressante la lecture de son livre. [*Traduit de l'anglais*]

Joe Fu CHIANG

*Département de science politique
Université Laval*

SHIELS, Frederick L. *Tokyo and Washington: Dilemmas of a Mature Alliance* Lexington (Mass.), Lexington Books, 1980, 219 p.

En introduction, Frederick L. Shiels affirme que son objectif est de fournir une « interprétation de la santé de la relation » qui résulte des « décisions politiques démocratiques de Tokyo et Washington ».

L'ouvrage se divise en six chapitres. Après une brève discussion philosophique (dans le chapitre 1) sur les politiques d'alliance et la sécurité internationale, le docteur Shiels décrit (dans le chapitre 2) la culture politique qui influe sur les prises de décisions à Washington et à Tokyo, tout en analysant les divers modèles qui entrent dans la genèse d'une politique étrangère d'alliance. Le troisième chapitre est consacré à la description des fondements historiques de la rencontre américano-japonaise qui ont engendré la relation, depuis la mission du commodore Matthew Perry en 1953 jusqu'à l'ère Nixon. Le quatrième chapitre essaie d'examiner quels sont les événements et les personnalités qui ont marqué les relations américano-japonaises au cours des années 60 et 70. Shiels tente également de prévoir quelques-uns des problèmes internationaux majeurs qui, indubitablement, auront une influence au cours des années 80. Dans le cinquième chapitre, l'auteur fournit une évaluation détaillée de l'état de la

politique de défense des deux nations, par rapport à l'autre, et du degré d'hostilité potentielle qui caractérise la scène internationale à leur périphérie. Le dernier chapitre porte principalement sur l'historique de la phase contemporaine de l'entente américano-japonaise, c'est-à-dire sur les relations entretenues par les administrations du président Jimmy Carter et du premier-ministre japonais Ohira Masayoshi.

La principale critique de cette recension consiste à dire que la présentation, par le docteur Shiels, de la politique étrangère japonaise à la veille de la seconde guerre mondiale, dans le troisième chapitre, est malheureusement inadéquate. La décision de l'auteur d'attribuer à la partie japonaise l'entière responsabilité de la guerre est profondément injuste, si l'on considère les connaissances d'ores et déjà acquises par les historiens sur ce tragique événement. En fait, lorsqu'on s'arrête pour considérer le nombre herculéen de preuves suggérant clairement que le conflit américano-japonais était quelque chose d'infiniment plus complexe qu'une simple opposition entre un bon et un méchant, il semble incroyable que Shiels puisse même proposer de souscrire à son indigeste argument intellectuel.

Exception faite de cette erreur majeure, Shiels a écrit un livre intéressant. L'ensemble de celui-ci, en ce qui concerne les relations américano-japonaises après la Deuxième Guerre mondiale, constitue une analyse à la fois détaillée et pénétrante de leurs rapports. Ses conclusions, même souvent discutables, sont étoffées par des arguments précis et retiennent l'attention à travers la majeure partie de l'étude. Ses comparaisons des comportements américains et japonais, dans les processus de négociation, sont particulièrement remarquables. De dimensions modestes et rédigé dans un langage clair et simple, sans la pédanterie ou le jargon trop souvent associés à ce type d'études, la monographie du docteur Shiels intéressera les historiens, les politologues et tout autre lecteur. [*Traduit de l'anglais*]

André G. KUCZEWSKI

Département d'histoire
Université Concordia

UNION SOVIÉTIQUE

LONDON, Kurt (Ed.), *The Soviet Union in World Politics*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 394 p.

Les études contenues dans cet ouvrage collectif ont été sélectionnées, selon l'éditeur, de façon à démontrer les motivations de la politique étrangère soviétique. Les essais analysent la politique étrangère régionale de l'Union soviétique en se référant à son attitude sur la scène internationale.

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première est consacrée à la nature de la politique étrangère soviétique. La deuxième partie propose des études de cas de cette politique, appliquée aux différentes régions. La troisième partie porte sur le rôle des forces armées et la quatrième fait l'analyse sommaire des traits caractéristiques de la politique étrangère soviétique.

Dans l'étude intitulée « Totalitarisme en politique étrangère soviétique », L. Schapiro analyse le concept de totalitarisme. À l'origine, ce terme avait été utilisé, entre les deux guerres, pour désigner les trois sociétés à savoir celles de l'Italie sous Mussolini, de l'Allemagne hitlérienne et de l'Union soviétique durant le règne de Staline. Suite à la Deuxième Guerre mondiale, seul le régime totalitaire soviétique restait intact et, en plus, avait accédé au rang de grande puissance mondiale. Le terme de totalitarisme exige donc une redéfinition en fonction de la réalité soviétique. Or l'ère de Breznev ne cesse de renforcer les caractéristiques du totalitarisme en URSS. D'après L. Schapiro, trois facteurs permettent de confirmer la nature totalitaire du régime soviétique. En premier lieu, il s'agit de la concentration du pouvoir effectif entre les mains d'une seule et unique personne. Ensuite, ce caractère totalitaire du régime s'exprime à travers le manque d'indépendance des institutions. Troisièmement, ce totalitarisme se manifeste à travers la volonté de domination du communisme, qui est liée à sa mission historique de changer l'homme et les sociétés. Cette mission n'a jamais été remise en question par aucun leader